Communiqué sur la déclaration de Trump vis-à-vis de Jerusalem

Le 10-12-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

COMMUNIQUÉ DU PARDEM

La décision des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël montre, une nouvelle fois, son mépris du droit international et le cynisme avec lequel l'impérialisme américain participe activement au crime commis contre le peuple de Palestine par Israël et ses alliés, principalement les Etats-Unis et l'Union Européenne.

En effet, l'UE ne cesse d'apporter son soutien au gouvernement israélien, en mettant sur le même plan l'auteur et la victime, déclarant «terroriste» la juste lutte du peuple de Palestine.

Un des résultats de cette politique de longue date est la poursuite de l'occupation de la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est, la violence exercée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien, les meurtres « ciblés », les milliers de prisonniers politiques, le mur, les colonies en expansion, bref l'apartheid et l'emprisonnement de tout un peuple.

Cette nouvelle décision de Donald Trump a plusieurs raisons :

- diversion pour tenter de sortir d'une situation politique intérieure difficile (défections, et implication de ses proches dans diverses affaires)

- montrer le « retour de l'Amérique » à ses concitoyens et au monde

- soutenir Netanyahou lui aussi empêtré, ainsi que sa famille, dans des affaires de corruption

- empêcher la fondation et la reconnaissance d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale, à côté d'Israël

- rassurer ses électorats catholiques, évangélistes et israélites

- dérouler la mise en œuvre du « Grand Moyen Orient », plan étatsunien visant à contrôler les ressources énergétiques et les parts de marché, les routes de transport de marchandises dans la région du Moyen-Orient et du Golfe Persique en modifiant les frontières.

Le Pardem condamne fermement la décision américaine et appelle le gouvernement français et tous les démocrates à refuser ce coup de force de l’administration Trump.

Aucun Etat ni aucun citoyen ne peut admettre que les Etats-Unis s’arrogent seul le droit de « produire du droit » international par la force.

Les gouvernements français successifs et l’Union européenne ont de lourdes responsabilités dans cette situation parce qu'ils exonèrent l’Etat d’’Israël d’appliquer les résolutions de l’ONU, soutiennent systématiquement l'impérialisme américain et l’expansionnisme israélien dans la région.

De plus, la France et la majorité des pays de l’UE sont responsables de ne pas reconnaitre l'État palestinien.

Le Pardem exprime, une fois de plus, sa solidarité avec la juste lutte du peuple palestinien et condamne fermement la décision américaine.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire